

Diplôme Supérieur de Comptabilité et de Gestion

DSCCG

Décret N° 2006-1706 du 22 décembre 2006 - Arrêté du 8 mars 2010



Validation des Acquis de l'Expérience

VAE

Référentiel de compétences

UE 1 Gestion juridique, fiscale et sociale

Mai - Juin 2010

Identification du candidat (prénom, nom) :									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

UE 1 Gestion juridique, fiscale et sociale (180 heures)
BO n° 11 du 18 mars 2010, arrêté du 8 mars 2010, annexe p. 47

Programme DSCG	Description des compétences (objectifs à atteindre)							Observations (à compléter par l'examineur)	
	C1 Compétence niveau 1 Connaître, comprendre, se documenter		C2 Compétence niveau 2 : Utiliser, exploiter, réaliser, être capable de			C3 Compétence niveau 3 : Adapter, concevoir, maîtriser, être capable de			
		Renvoi en annexe		Fréquence	Renvoi en annexe		Fréquence		Renvoi en annexe
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1. L'entreprise et son environnement (50 heures)									
1.1 Eléments généraux sur les contrats	Connaître les conditions générales de formation et d'exécution des contrats.		Analyser un contrat et savoir rédiger un contrat courant.			Maîtriser les effets des dispositions contractuelles engageant l'entreprise.			
1.2 La diversité des contrats	Connaître le fonctionnement général des contrats courants énumérés dans le programme		Mettre en œuvre les dispositions régissant les contrats courants énumérés dans le programme. Participer à la discussion de certains contrats ou clauses contractuelles.			Maîtriser les dispositions régissant les contrats courants énumérés dans le programme. Adapter et faire évoluer le contenu de certains contrats en fonction de la situation d'un client ou de l'entreprise.			
1.3 Droit pénal	Connaître les principes généraux du droit pénal et de la procédure pénale. Connaître les principales infractions relevant du droit des affaires.		Identifier des situations susceptibles d'entraîner des conséquences pénales.			Maîtriser l'identification des éléments constitutifs d'une infraction relevant du droit pénal. Informers les dirigeants de l'entreprise sur les conséquences d'une incrimination pénale.			

Identification du candidat (prénom, nom) :									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1.4 L'entreprise et la concurrence	Connaître les principes généraux du droit de la concurrence et de la consommation.		Identifier des situations ou des comportements : - de l'entreprise, - d'un client ou - d'un fournisseur susceptibles de ne pas être conformes au droit de la concurrence et de la consommation.			Maîtriser des situations ou pratiques contraires au droit de la concurrence. Accompagner le traitement de pratiques contraires au droit de la concurrence.			
1.5 L'entreprise et l'administration fiscale	Connaître : - les principales formes de contrôle fiscal et la procédure ; - le déroulement d'une vérification de comptabilité ; - les issues possibles d'un contrôle fiscal ; - le déroulement du contentieux fiscal.		Déposer une demande de rescrit fiscal. Déposer une demande d'agrément fiscal. Répondre aux demandes de l'administration fiscale. Assister une entreprise dans le cadre d'une procédure de vérification. Assister une entreprise dans le cadre d'un contentieux fiscal.			Assister l'entreprise dans ses relations avec l'administration fiscale. Rédiger et concevoir les demandes d'agrément et de rescrit. Suivre la procédure de vérification fiscale. Apprécier l'opportunité d'accepter ou de contester une proposition de redressement. Suivre et orienter le contentieux fiscal.			
1.6 L'entreprise et la dimension environnementale	Connaître les dispositions législatives ou réglementaires liées au droit de l'environnement et susceptibles de s'appliquer à une entreprise.		Assister une entreprise dans la mise en œuvre de dispositions relevant du droit de l'environnement.						

Identification du candidat (prénom, nom) :									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
2. Le développement de l'entreprise (20 heures)	<p>Connaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les obligations légales de fond et de forme liées à la constitution des sociétés ; - les obligations légales de fond et de forme liées à la désignation, au fonctionnement et à la fin des fonctions des organes de direction ; - les obligations légales découlant de l'utilisation de sites internet ou de l'utilisation de l'informatique dans les transactions courantes de la vie de l'entreprise. <p>Connaître les principes de traitement des opérations internationales au regard des impôts indirects et directs.</p>	<p>Participer aux opérations juridiques et fiscales liées à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la constitution de sociétés ; - la transformation de sociétés. <p>Participer aux opérations juridiques ou fiscales liées au fonctionnement des organes de direction d'une société.</p> <p>Répondre à des questions courantes touchant aux implications juridiques et fiscales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la création et l'utilisation d'un site internet ; - du recours à l'informatique dans les transactions courantes de la vie de l'entreprise. <p>Déterminer les conséquences fiscales d'opérations courantes faites avec l'étranger au regard des impôts directs et indirects.</p>		<p>Assister le chef d'entreprise dans les choix juridiques et fiscaux liés à la :</p> <ul style="list-style-type: none"> - constitution de sociétés ; - transformation de sociétés. <p>Assister le chef d'entreprise dans le suivi juridique de la désignation et du fonctionnement des organes de direction d'une société.</p> <p>Maîtriser le régime fiscal des opérations faites avec l'étranger (analyse des conventions, règles de rattachement, régimes de crédits d'impôt, risques fiscaux internationaux).</p>					
3. Le financement de l'entreprise (20 heures)	<p>Connaître les aspects juridiques et fiscaux des opérations de financement de l'entreprise.</p>	<p>Assister au plan juridique et fiscal l'entreprise lors de la mise en place et du suivi d'opérations de financement par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - augmentation du capital ; - compte courant ; - recours à des établissements financiers. 		<p>Maîtriser les implications juridiques et fiscales liées aux opérations de financement de l'entreprise (choix du mode de financement, suivi du financement,...).</p>					

Identification du candidat (prénom, nom) :									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
4. De l'entreprise au groupe (40 heures)									
4.1 Les implications juridiques, fiscales et sociales de l'existence d'un groupe	<p>Connaître les obligations juridiques, fiscales et sociales résultant de l'existence d'un groupe de sociétés.</p> <p>Connaître le régime juridique et fiscal des groupements cités dans le programme.</p>		<p>Mettre en œuvre certaines dispositions du droit du travail découlant de l'existence d'un groupe.</p> <p>Mettre en œuvre le régime des sociétés mères et filiales, ou participation à la détermination d'un résultat fiscal de groupe.</p> <p>Mettre en œuvre les dispositions juridiques liées à l'acquisition et à la détention de participations dans d'autres sociétés.</p> <p>Mettre en oeuvre les dispositions régissant un contrat de location gérance.</p>			<p>Mettre en œuvre et suivre les aspects sociaux liés à l'existence d'un groupe</p> <p>Gestion fiscale des groupes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - choix du régime fiscal approprié ; - détermination du périmètre d'intégration fiscale ; - validation des retraitements ; - travaux de synthèse liés à la détermination d'un résultat fiscal de groupe. <p>Assister le chef d'entreprise dans la gestion juridique des participations détenues dans d'autres sociétés.</p> <p>Choisir le mode de coopération le plus approprié sous l'angle juridique et fiscal.</p> <p>Participer à la constitution et suivre le fonctionnement d'un GIE.</p> <p>Participer, sous l'angle juridique et fiscal, à la négociation d'un contrat de location gérance.</p>			

Identification du candidat (prénom, nom) :									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
4.2 La restructuration de l'entreprise	Connaître le régime juridique, fiscal et social des opérations de fusions, scissions de sociétés, apports partiels d'actifs et transmission universelle de patrimoine.		Participer sous l'angle juridique, fiscal et social à la réalisation d'opérations de fusions, scissions, apports partiels d'actifs et transmissions universelles du patrimoine.			Déterminer sous l'angle juridique, fiscal et social le mode de restructuration approprié. Optimiser fiscalement de l'opération de restructuration. Accompagner juridiquement l'opération de restructuration Accompagner au plan social l'opération de restructuration.			
5. La pérennité de l'entreprise (40 heures)									
5.1 L'entreprise en difficulté	Connaître les principes régissant le droit de l'entreprise en difficulté.		Mettre en œuvre les obligations juridiques découlant du déclenchement de procédures de prévention ou de traitement des difficultés.			Repérer les situations exigeant le déclenchement de procédures de prévention ou de traitement des difficultés. Assurer le suivi juridique de la procédure de prévention ou de traitement des difficultés.			
5.2 La transmission de l'entreprise	Connaître les principaux aspects juridiques et fiscaux liés à la cession de l'entreprise ou à sa transmission à titre gratuit.		Mettre en œuvre les obligations juridiques et fiscales liées à : - la vente d'un fonds de commerce ; - la cession de droits sociaux ; - la donation d'une entreprise ou de droits sociaux ; - la transmission par voie de succession d'une entreprise individuelle ou de droits sociaux.			Déterminer le mode juridique et fiscal le plus approprié pour l'opération de transmission. Evaluer et optimiser le coût fiscal de la transmission. Assurer le suivi juridique de la transmission (garanties de passif,...).			

Identification du candidat (prénom, nom) :									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
5.3 La disparition de l'entreprise	Connaître les principales conséquences juridiques, fiscales et sociales d'une cessation d'activité.		Mettre en œuvre les obligations juridiques et fiscales liées à la cessation d'activité et à la dissolution d'une entreprise. Elaborer des déclarations de cessation d'activité. Participer aux travaux juridiques liés à la dissolution et à la liquidation d'une entreprise.			Maîtrise les incidences juridiques, fiscales et sociales des opérations de cessation d'activité ou de dissolution et liquidation d'une entreprise.			
6. Les associations et autres organismes à but non lucratif (10 heures)	Connaître les obligations juridiques, fiscales et sociales qui pèsent sur les associations.		Gérer des associations sous l'angle juridique, fiscal et social. Accomplir les formalités juridiques ou fiscales spécifiques : assemblées, obligations fiscales et sociales.			Accompagner au plan juridique la création d'associations (statuts, assemblées,...). Déterminer le régime fiscal : exonération, identification de secteurs lucratifs,...			

Identification du candidat (prénom, nom) :

Commentaires du candidat

Identification du candidat (prénom, nom) :

Avis motivé des examinateurs